ministre une question qui a trait au compte rendu du discours prononcé samedi par le président du Conseil privé. Est-ce l'intention ou la politique du gouvernement de différer ou de suspendre indéfiniment les efforts qu'il poursuivait au cours de la dernière législature pour ce qu'on appelait rapatrier la constitution canadienne ou en permettre la modification au Canada?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil privé n'a rien suggéré de tel dans son discours, que j'ai eu le plaisir de lire en entier. S'il y a retard à ce propos, le gouvernement n'y est pour rien.

L'hon. M. Harkness: D'après les journaux, c'est ce que le président du Conseil privé a déclaré. Je me demande s'il pourrait faire tenir aux députés une copie de son discours afin que nous puissions voir ce qu'il a dit.

L'hon. Guy Favreau (président du Conseil privé): Je le ferai volontiers.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Je me demande quel aspect de la courtoisie parlementaire le ministre avait à l'esprit quand il a annoncé une ligne de conduite importante au cours d'une réunion politique à Montréal, alors que des discussions sont en marche sur le même sujet.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Une question supplémentaire? Le premier ministre est-il d'accord avec le président du Conseil privé selon qui, paraît-il, la formule portant son nom est maintenant lettre morte et qu'on ne devrait pas y donner suite?

Le très hon. M. Pearson: Je souscris aux propos du ministre. Si mon ami veut bien lire le texte qu'on lui remettra, je crois qu'il en fera autant.

L'hon. M. Lambert: Puis-je poser une autre question supplémentaire? Le premier ministre dirait-il que les comptes rendus des journaux sont erronés au sujet de ce discours?

Le très hon. M. Pearson: Ils le sont en partie.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Puis-je signaler au député qu'il est interdit de demander si un article de journal est exact ou faux?

M. Andrew Brewin (Greenwood): J'aimerais poser une autre question supplémentaire au premier ministre. Pense-t-il, comme le président du Conseil privé, qu'il faut atten-

[L'hon. M. Harkness.]

dre, pour étudier la réforme de la constitution canadienne, que le Parlement ne soit plus dominé par le colonialisme sentimental?

Le très hon. M. Pearson: La déclaration n'a pas été faite en ces termes, comme mon honorable ami le constatera s'il lit le texte du discours.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Je ne pose pas une question supplémentaire, mais je m'adresse au premier ministre. Le président du Conseil privé a déclaré, au cours de la fin de semaine, que le gouvernement attendra la publication du rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme avant de faire une réforme constitutionnelle. La question que je pose au premier ministre fait simplement suite à cette déclaration. Pour se préparer à la réunion décisive avec les provinces, le gouvernement songe-t-il à instituer ici à Ottawa un comité parlementaire de la constitution composé de représentants de tous les partis et qui pourrait, entre autres choses, rencontrer les organismes analogues dans nos capitales provinciales?

Le très hon. M. Pearson: Je reconnais, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit là d'une question très importante. Je conviens qu'il faut procéder avec une grande prudence, comme l'a dit le président du Conseil privé dans son discours. A mon avis, il faudrait se préparer très sérieusement avant de soumettre la question de la révision à une conférence. Cette préparation est déjà en cours au sein du gouvernement.

M. Grafftey: Puis-je revenir sur la question? Le gouvernement ne croit-il pas qu'il serait sage de songer à créer un comité parlementaire?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

[Plus tard]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): J'aimerais poser une question au président du Conseil privé au sujet de ce discours qui a été si mal rapporté. Le premier ministre de la province de Québec ou l'un de ses ministres lui ont-ils fait savoir que la formule était devenue lettre morte? Quelle est la raison de cette volte-face de la part du ministre, comme en fait foi son discours?

L'hon. M. Favreau: Monsieur l'Orateur, peu importe les expressions, ni le premier ministre du Québec, ni aucun de ses ministres ne m'ont donné pareil avis, et je n'ai pas eu l'occasion cette année de m'entretenir avec lui de la modification de la constitution.